



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉUNION

Sous-préfecture de Saint-Pierre  
Bureau de l'aménagement du territoire,  
de l'environnement et de l'appui territorial

Saint-Pierre, le 14 septembre 2018

ARRETE n° 2018 – 1620 SP/BATEAT  
prescrivant l'ouverture d'une consultation du public sur la demande d'enregistrement présentée  
par l'EARL CANNELLE pour l'exploitation d'un élevage de porcs  
située sur le territoire de la commune de SAINT-LOUIS

**LE PRÉFET DE LA RÉUNION**  
**Chevalier de la Légion d'honneur**  
**Chevalier de l'ordre national du Mérite**

**VU** le code de l'environnement et notamment les articles L 512-7 à L 512-7-7,  
R 512-46-1 et suivants ;

**VU** la demande d'enregistrement déposée le 16 août 2018 par l'EARL CANNELLE  
représentée par Messieurs ROGER Daniel et ROGER Christophe en co-gérance, en vue d'exploiter  
un élevage de porcs située à la Rivière sur le territoire de la commune de SAINT-LOUIS ;

**VU** l'avis en date du 24 août 2018, reçu en sous-préfecture le 27 août 2018 de la  
direction de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt ;

**VU** l'arrêté n° 1515 du 20 août 2018 portant délégation de signature à Monsieur  
Lucien GIUDICELLI, sous-préfet de Saint-Pierre et à ses collaborateurs ;

**CONSIDÉRANT** que l'activité projetée visée notamment par la rubrique n° 2102-2a de  
la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement relève du régime de  
l'enregistrement ;

**SUR** proposition du sous-préfet de Saint-Pierre

**ARRÊTE**

**Article 1 :** Il sera procédé sur le territoire de la commune de SAINT-LOUIS à une consultation  
publique :

**du lundi 15 octobre 2018 au vendredi 16 novembre 2018 inclus,**

dans les formes prescrites par l'article R 512-46-14 du code de l'environnement, sur la demande d'enregistrement présentée par l'EARL CANNELLE en vue d'exploiter un élevage de porcs sur le territoire de la commune de SAINT-LOUIS.

**Article 2 :** Les gérants sont Messieurs ROGER Daniel et ROGER Christophe en co-gérance.

**Article 3 :** Le dossier ainsi qu'un registre d'enquête seront déposés à la mairie de SAINT-LOUIS pendant la durée de la consultation.

Le public pourra en prendre connaissance aux jours et heures habituelles d'ouverture des bureaux

- du lundi au jeudi de 8 h 00 à 12 h 00 et de 13 h 00 à 16 h 00
- le vendredi de 8 h 00 à 12 h 00 et de 13 h 00 à 15 h 00.

et consigner éventuellement ses observations sur le registre ouvert à cet effet, ou les adresser au sous-préfet de Saint-Pierre, par écrit avant la fin du délai de consultation du public :

Sous-préfecture de Saint-Pierre  
BATEAT  
BP 346  
97448 SAINT-PIERRE

La demande ainsi que l'avis au public sont consultables sur le site internet de la préfecture pendant une durée de quatre semaines : [www.reunion.pref.gouv.fr>publications>environnement et urbanisme>installations classées>enregistrement>arrondissement de Saint-Pierre](http://www.reunion.pref.gouv.fr/publications/environnement_et_urbanisme/installations_classées/enregistrement/arrondissement_de_Saint-Pierre).

**Article 4 :** Un avis au public sera affiché à la mairie de SAINT-LOUIS et dans les mairies annexes, **deux semaines** au moins avant le début de la consultation du public et durant toute celle-ci, l'accomplissement de cette formalité incombe aux mairies et sera justifié par eux.

Un avis sera également, par les soins du préfet et aux frais du demandeur, inséré en caractères apparents dans deux journaux locaux **quinze jours avant au moins le début de la consultation du public**.

Il est procédé par les soins du demandeur, dès le dépôt de sa demande et jusqu'à la fin de la consultation, à l'affichage sur le site prévu pour l'installation d'un avis au public. Ces affiches doivent être visibles et lisibles de la ou des voies publiques, et être conformes à l'arrêté du 16 avril 2012 définissant les modalités d'affichage sur le site concerné par une demande d'enregistrement.

**Article 5 :** Le conseil municipal de SAINT-LOUIS est appelé à donner son avis sur la demande d'enregistrement. Ne peuvent être pris en considération que les avis exprimés et communiqués au sous-préfet de Saint-Pierre au plus tard dans les quinze jours suivant la fin du délai de consultation au public.

**Article 6 :** À l'issue du délai de consultation du public, le maire clôt le registre d'enquête et le transmet, sous 15 jours, au sous-préfet de Saint-Pierre qui y annexe les observations qui lui ont été adressées.

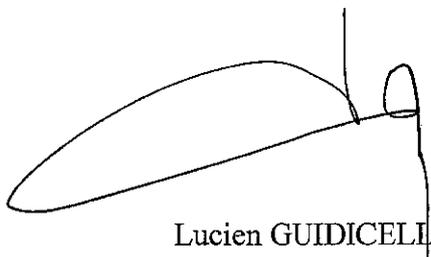
**Article 7 :** la décision susceptible d'intervenir à l'issue de la procédure est un arrêté d'enregistrement, éventuellement assorti de prescriptions particulières complémentaires aux

prescriptions générales ou d'un arrêté préfectoral de refus après avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST).

Le préfet de la Réunion est l'autorité compétente pour prendre par arrêté la décision relative à la demande.

**Article 8 :** Le sous-préfet de Saint-Pierre, le directeur de l'alimentation de l'agriculture et de la forêt de la Réunion, le maire de la commune de SAINT-LOUIS sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,  
le sous-préfet de Saint-Pierre

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, sweeping loop followed by a vertical line and a small circle at the end.

Lucien GUIDICELLI